



DANS CE NUMÉRO

Le personnel de l'OMS au Burkina Faso découvre un nouveau système de gestion pour une innovation renforcée

Pages
3 et 4

L'OMS soutient la révision du guide national pour la planification familiale

Pages
6 et 7

Burkina-Faso : L'OMS accompagne le ministère de la santé dans la promotion de l'auto-prise en charge en santé

Page 9

La participation de l'OMS à la journée internationale de lutte contre le paludisme .

Page 11

Renforcement de la santé maternelle: le bureau de l'OMS Burkina Faso fait don de matériel médico technique au ministère de la santé

Page 13

Riposte à l'épidémie de Poliovirus Variant de Type 2 dans le district sanitaire de Diapaga

Page 14

DANS CE NUMÉRO

Lutte contre le paludisme au Burkina Faso: Campagne nationale de distribution gratuite de moustiquaires

Page 5

Surveillance environnementale du poliovirus au Burkina Faso: l'OMS aux cotés du ministère de la santé

Page 8

OMS et gynécologues unis pour réduire mortalité maternelle et néonatale.

Page 10

L'OMS renforce son aide au Burkina Faso avec des kits médicaux vitaux

Page 12

Agir tôt, sauver des vies: renforcer la surveillance basée sur les événements

Page 14

Echo de nos projets

Pages 15
16



Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous sommes ravis de vous retrouver pour ce deuxième numéro, qui marque une nouvelle étape dans notre engagement collectif. Après un premier numéro riche en partages et en retours positifs, nous orientons désormais notre regard vers l'avenir.

La représentation de l'OMS au Burkina Faso, en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires, a intensifié ses efforts pour faire progresser la couverture sanitaire universelle, répondre aux urgences sanitaires et renforcer les déterminants de santé. Ce bulletin met en lumière quelques activités menées résultats obtenus ce trimestre, illustrant l'impact concret de notre engagement collectif.

À ce titre, nous saluons la bonne collaboration avec le ministère de la Santé, qui joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre efficace des activités sur le terrain. Grâce à ce partenariat renforcé, les efforts se poursuivent pour améliorer l'accès aux soins, renforcer les systèmes de santé et promouvoir le bien-être des populations. Les perspectives sont prometteuses, et ensemble, nous restons mobilisés pour faire progresser durablement la santé au Burkina Faso.

Merci de continuer à nous lire, à nous accompagner et à soutenir ce bel élan collectif vers un avenir plus sain et plus solidaire.

Bonne lecture à toutes et à tous

Dr Seydou O. COULIBALY

Représentant par intérim de l'OMS au Burkina Faso

Le personnel de l'OMS au Burkina Faso découvre un nouveau système de gestion pour une innovation renforcée



Une séance d'immersion des participants

Madame Sabine Tindano, Chargée des ressources humaines, par ailleurs facilitatrice de cette immersion, a souligné que cette expérience était ouverte à tous et à toutes, indépendamment du type de contrat ou du profil, afin de garantir une prise en main fluide et efficace du système. « L'objectif de ces sessions est d'assurer une transition sans stress vers cette nouvelle plateforme, démontrer sa facilité d'utilisation et mettre en avant ses avantages pour une gestion optimisée des ressources humaines », explique-t-elle.

Le personnel de l'OMS au Burkina Faso explore un nouveau système de gestion, ouvrant la voie à une innovation renforcée et à une optimisation des processus organisationnels.

Les 21 et 22 mai 2025, tout le personnel, sans distinction de contrat, a pris part à une immersion interactive, explorant Workday, un module intégré au BMS conçu pour renforcer leur autonomie dans la gestion efficace du capital humain. Des sessions dynamiques sur Workday ont permis d'offrir une opportunité unique au personnel du bureau du Burkina Faso, d'expérimenter la plateforme. À travers un laboratoire interactif, ils ont pu tester différentes fonctionnalités et se familiariser avec cet outil conçu pour simplifier les processus internes.

Chez les participants, l'enthousiasme était perceptible. Pour Benjamin Sanou, assistant aux achats, cette immersion a été une opportunité précieuse pour explorer la plateforme et en maîtriser les fonctionnalités essentielles. « Cet outil, à la fois intuitif et simple d'utilisation, représente un véritable levier d'efficacité dans mon travail quotidien. Sa mise en œuvre me permettrait de renforcer mon autonomie, d'améliorer la gestion de mes tâches et d'optimiser ma performance. Par ailleurs, il favoriserait une communication fluide avec mes collègues et, surtout, avec mon superviseur, assurant ainsi une meilleure coordination et un suivi plus rigoureux. », affirme-t-il.



Une séance d'immersion des participants

Le personnel de l'OMS au Burkina Faso découvre un nouveau système de gestion pour une innovation renforcée

A l'instar des autres membres du personnel, le Représentant Pays de l'OMS au Burkina, Dr Coulibaly Seydou, a évalué positivement les sessions. Il estime qu'elles ont permis au personnel du bureau de se familiariser avec les fonctionnalités clés du système, toute chose qui facilitera ainsi son adoption progressive. L'apprentissage véritable ne réside pas seulement dans l'acquisition de connaissances, mais dans leur mise en pratique continue, permettant ainsi une appropriation durable. "Dans une perspective d'apprentissage efficace et d'appropriation, il est essentiel de permettre aux utilisateurs de l'appliquer continuellement car le savoir ne doit pas simplement être accumulé, mais doit activement être mis en œuvre pour renforcer son impact.", a déclaré Dr Seydou Coulibaly.



M.le représentant présentant lors de la séance d'immersion du BMS

Le laboratoire a ainsi offert aux futurs utilisateurs l'opportunité de prendre en main le module ressources humaines (HCM) de BMS et de mieux comprendre son fonctionnement. Cette initiative s'inscrit dans une continuité logique après la formation sur le système de gestion du programme (SPM) qui avait déjà permis aux participants de se familiariser avec le volet gestion des programmes du système. Avec cette transition vers Workday, le bureau de l'OMS au Burkina Faso s'engage vers une gestion plus fluide, intuitive et efficace des ressources humaines, marquant ainsi une avancée stratégique pour ses opérations.



les participants après les séances d'immersion avec leurs personnages

Au total, 88 membres du personnel ont pris part à cette immersion, conçue non seulement pour les familiariser avec la plateforme, mais aussi pour renforcer la fluidité de la communication et améliorer la coordination au sein des équipes.

Lutte contre le paludisme au Burkina Faso: campagne nationale de distribution gratuite de moustiquaire

Le gouvernement burkinabè, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a procédé au lancement officiel de la campagne nationale de distribution universelle et gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA). Une initiative majeure dans la lutte contre le paludisme, qui demeure un problème de santé publique de premier plan au Burkina Faso.

En 2024, plus de 10 millions de cas ont été recensés, causant la mort de plus de 3 000 personnes, dont une grande majorité d'enfants de moins de cinq ans. Le Premier ministre, Emmanuel OUEDRAOGO, patron de la cérémonie de lancement, a rappelé que "cette campagne n'est pas une simple activité, mais un véritable combat pour la vie et pour l'avenir de notre pays."



M. le premier Ministre en interview avec les journalistes après le lancement

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Burkina Faso, Dr Seydou Coulibaly, porte-parole des partenaires techniques et financiers, a salué cette initiative et réaffirmé l'engagement ferme des partenaires à accompagner le Burkina Faso dans son ambition d'éliminer le paludisme. Il a souligné que la distribution des MILDA, combinée à la chimioprévention saisonnière et à la vaccination, représente un outil essentiel dans la stratégie intégrée de lutte antipaludique.

Le Burkina Faso fait partie des 11 pays les plus touchés par le paludisme dans le monde. La transmission est endémique sur tout le territoire, avec des zones à forte incidence, notamment pendant la saison des pluies. Ce fardeau sanitaire mobilise depuis plusieurs années les efforts conjoints de l'État et de ses partenaires.

Afin de briser le cycle de transmission, plus de 15 millions de MILDA seront distribuées à travers tout le pays. L'objectif est d'assurer une protection à chaque ménage, chaque individu.

Pour y parvenir, le déploiement logistique est massif : 33 000 volontaires communautaires et 7 000 agents de santé seront mobilisés. Ces équipes auront pour mission de recenser les ménages, distribuer les moustiquaires, sensibiliser les familles à leur bon usage, identifier les gîtes larvaires et encourager leur destruction.



M. le Représentant de l'OMS délivrant le message au nom des partenaires techniques et financiers

Cette campagne de distribution gratuite s'inscrit dans une approche globale visant à réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme, particulièrement chez les populations les plus vulnérables. L'utilisation correcte et régulière des MILDA reste l'un des moyens les plus efficaces pour prévenir les piqûres de moustiques vecteurs du parasite.



M. le premier Ministre remettant une moustiquaire à M. le ministre de la santé pour une bénéficiaire marquant le lancement officiel de la campagne

Avec le début de la saison pluvieuse, les autorités appellent les populations à faire bon usage des moustiquaires, et à participer activement à l'élimination du paludisme au Burkina Faso.

Près de 33 milliards de francs CFA mobilisés.

Grâce à l'engagement du gouvernement et de ses partenaires, plus de 15 millions de MILDA seront distribuées pour protéger plus de 30 millions de Burkinabè contre le paludisme.

Participation de l'OMS à la journée internationale de lutte contre le paludisme

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le paludisme tenue à Bobo Dioulasso le 25 avril sous le thème "réinvestir, réimaginer et raviver nos efforts communs pour mettre fin au paludisme", l'OMS réaffirme son engagement et son soutien au ministère de la santé dans la lutte contre le paludisme lors d'un dialogue politique visant à renforcer les engagements gouvernementaux, notamment la déclaration de Yaoundé. En rappel, la Déclaration de Yaoundé qui a été signée en mars 2024 par les Ministres de la santé des 11 pays souscrivant à l'approche « une charge élevée à un fort impact », réitère également l'engagement des dirigeants à mettre fin à la mortalité due au paludisme et à intensifier la lutte contre cette maladie afin d'en réduire l'incidence.



Dr Moyenga Laurent délégué par M. le Représentant Signant les engagements



Lancement du bulletin effectif avec M. le Secrétaire permanent et Dr Moyenga Laurent de l'OMS

Il a été également une occasion pour le lancement du bulletin semestriel. Ce bulletin fait le point de la situation épidémiologique du paludisme durant le second semestre de l'année 2024 et permet d'avoir des données actualisées sur le paludisme et de prendre des décisions appropriées dans le cadre de l'élimination du paludisme au Burkina Faso d'ici 2030. Le lancement du Bulletin est l'une des activités de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le paludisme.

Malgré des progrès significatifs, le paludisme reste un problème de santé publique au Burkina Faso. Il constitue la première cause de consultation et de décès dans les formations sanitaires du pays.

Au cours de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le paludisme, l'OMS a également soutenu le ministère de la santé dans plusieurs activités : l'animation d'un panel au LOC sur le paludisme, le traitement des gîtes larvaires, un cross populaire afin de mobiliser la population sur la lutte contre le paludisme.



Dr Moyenga Laurent de l'OMS au cours d'un panel au Lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo sur le paludisme

OMS soutient la révision du guide national pour la planification familiale.



Dr Bougma Mathieu modérant la séance plénière des travaux de groupes

Dans le cadre de son engagement pour la réduction de la mortalité maternelle au Burkina Faso, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) apporte un appui technique au ministère de la Santé pour la révision du guide national de mise en œuvre de la Semaine Nationale de la Planification Familiale Plus (SNPF+). Cette collaboration vise à adapter et renforcer un outil essentiel permettant de structurer l'organisation de cette campagne nationale, dont l'objectif est d'améliorer durablement l'accès des femmes, en particulier celles vivant dans des zones rurales ou marginalisées, aux services de santé sexuelle et reproductive.

Depuis treize ans, la SNPF est une initiative phare dans la stratégie de santé publique du pays. Elle combine efficacement plaidoyer, prestations de soins renforcées et mobilisation communautaire. Pour garantir l'uniformité, la qualité et la cohérence de son déploiement, un guide national a été mis en place dès 2014. Il a fait l'objet de révisions en 2019 et 2023, intégrant les défis du terrain, notamment le contexte sécuritaire, les déplacements de populations et la politique nationale de gratuité des soins. La révision en cours se veut plus ambitieuse. Elle cherche à intégrer les nouvelles orientations adoptées en 2024 dans une logique d'amélioration continue des interventions et de réponse plus holistique aux besoins des femmes.

L'édition 2024 de la SNPF+ a marqué un tournant important avec l'adoption d'une approche intégrée. Au-delà de la promotion de la planification familiale, elle a permis d'introduire plusieurs thématiques essentielles à la santé des femmes. Parmi celles-ci figurent la promotion de l'allaitement maternel, avec une insistance particulière sur la mise au sein dans l'heure qui suit la naissance et l'allaitement exclusif jusqu'à six mois ; le dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus pour les femmes de 25 à 55 ans ; le dépistage du cancer du sein pour les femmes âgées de 15 à 55 ans ; la prévention des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH ; ainsi que la lutte contre les hépatites virales B et C. Cette évolution thématique a permis de mieux couvrir les besoins de santé globale des femmes et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Pour l'année 2025, les objectifs de la campagne sont clairs. La planification familiale vise à atteindre 163 413 nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives parmi les femmes en âge de procréer, âgées de 19 à 49 ans, réparties dans les 13 régions du pays. Pour l'allaitement maternel, l'ambition est d'assurer que 100 % des nouveau-nés soient mis au sein dans l'heure suivant leur naissance dans les maternités participantes. Pour le dépistage du cancer du col de l'utérus, la cible porte sur les femmes âgées de 25 à 55 ans, tandis que le dépistage du cancer du sein concernera celles de 15 à 55 ans. Quant aux services de prévention des IST/VIH et des hépatites virales, ils cibleront principalement les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans), avec des objectifs définis à partir des résultats de l'année précédente, majorés de 5 %.



Vue d'ensemble de la salle



Dr Sawadogo Ramatou de l'OMS donnant certaines précisions (appui technique)

OMS soutient la révision du guide national pour la planification familiale (suite)

Une attention particulière sera portée aux groupes spécifiques et vulnérables afin de garantir une couverture équitable de la population. Il s'agit notamment des femmes du secteur informel, des femmes au foyer, des jeunes non scolarisés, des élèves et étudiants, des personnes vivant avec un handicap, des populations en situation d'urgence humanitaire, des personnes en milieu carcéral, des professionnelles du sexe, des populations en conflit avec la loi, ainsi que du personnel militaire et paramilitaire en formation. L'inclusion de ces groupes dans la stratégie opérationnelle traduit la volonté des autorités sanitaires d'atteindre les populations souvent exclues des circuits classiques de soins.



Dr Moyenga Isidore modérant la session plénière après les travaux de groupes

Pour atteindre ces différents objectifs, trois principales modalités d'intervention seront mises en œuvre. La stratégie fixe se déroulera au sein des formations sanitaires, utilisant toutes les unités de services disponibles. La stratégie avancée ciblera les zones situées entre cinq et dix kilomètres d'un centre de santé ainsi que les sites des personnes déplacées internes. Enfin, la stratégie mobile concernera les localités éloignées ou difficiles d'accès, situées à plus de dix kilomètres d'une formation sanitaire. Des équipes mobiles, dotées d'une logistique adaptée, seront mobilisées pour y assurer une offre de soins complète.

À travers cette révision du guide de mise en œuvre de la SNPF+, l'OMS et le ministère de la Santé renforcent leur engagement à offrir des services de santé reproductive de qualité, accessibles à toutes les femmes, sans distinction. Ce travail commun vise à structurer durablement les prochaines éditions de la campagne, à améliorer les indicateurs de santé maternelle et à contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale au Burkina Faso. Il s'inscrit pleinement dans la volonté de garantir à chaque femme un droit fondamental : celui de vivre une maternité sans danger et d'accéder, en tout lieu et en tout temps, à des soins essentiels et adaptés.



Un participant donnant les détails de leur travail de groupe

Renforcement de la santé maternelle : L'OMS Burkina Faso fait don de matériel médico-technique au ministère de la santé



Réception officielle du matériel par Monsieur le DGS en présence de la DSF, d'un membre l'association des sages femmes et de l'OMS

Le Directeur général de la Santé, Dr Kouesyandé Joseph SOUBEIGA a officiellement reçu les équipements destinés à améliorer la qualité des soins dans les maternités. Parmi ces dispositifs figurent : Sonicaid X et appareils de cardiocardiographie pour le suivi du bien-être fœtal. Ventouses obstétricales facilitant les accouchements difficiles, des seringues d'AMIU pour la prise en charge des complications post-abortum, des fiches techniques, algorithmes, des job aids pour l'utilisation harmonisée des prestataires sur le terrain qui vont pouvoir offrir des soins de qualité et les supports de communication sur la planification familiale, les auto-soins en santé maternelle visant à sensibiliser et informer les professionnels de santé et les patientes.

Ce matériel médico-technique est destiné à optimiser la prise en charge des parturientes et des nouveau-nés en leur garantissant des soins plus sécurisés et accessibles.

Pour les autorités ce matériel vient à point nommé et permettra de « ...renforcer les structures de santé dans le but de réduire la mortalité maternelle et néonatale ». Lors de la cérémonie de remise, le Directeur Général de la Santé a exprimé sa profonde gratitude envers l'OMS pour son appui constant dans le renforcement du système de santé.

Grâce à ce soutien, le Burkina Faso poursuit ses efforts pour améliorer la santé maternelle et infantile, contribuant ainsi à un système de santé plus efficace et mieux équipé pour répondre aux besoins des populations.



Point du matériel fait à M. le Directeur Général de la Santé avant remise



Quelque matériel entreposé

Burkina Faso : l'OMS accompagne le ministère de la Santé dans la promotion de l'auto-prise en charge en santé

Dans le cadre de son appui constant au renforcement du système de santé, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Burkina Faso soutient le ministère de la Santé, à travers la Direction de la Promotion et de l'Éducation pour la Santé (DPES), pour l'organisation de journées de sensibilisation et de plaidoyer autour de l'auto-prise en charge en santé, communément appelée self-care.

Après l'élaboration du guide et d'orientation stratégique sur l'autosoins, fruit d'un appui technique et financier de l'OMS, le ministère engage une nouvelle étape : la sensibilisation des acteurs clés, dont les futurs professionnels de santé.

Les premiers ateliers de sensibilisation se tiennent dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, et ciblent principalement les étudiants en formation dans les écoles de santé publique, notamment les sages-femmes et infirmiers de l'École Nationale de Santé Publique (ENSP).



Dr Sawadogo Marthe, Représentante de M. le Directeur de la DPES

L'objectif de ces rencontres est clair : informer, former et mobiliser les futurs prestataires autour de l'auto-prise en charge en santé et bien-être, à travers la promotion du paquet de services self-care. Cette stratégie innovante vise à renforcer l'autonomie des individus dans la gestion de leur santé, tout en améliorant l'accès aux soins dans des contextes parfois contraints.



Les étudiants de l'ENSP prenant bonne notes de la session de sensibilisation sur l'auto soins

« La promotion des paquets de services d'auto-prise en charge permet d'améliorer l'accès aux services essentiels de santé, notamment dans les zones reculées, les contextes instables et les régions aux infrastructures sanitaires limitées », explique Dr Sawadogo Marthe, Représentante du Directeur de la DPES.

Ces ateliers constituent une étape clé pour une appropriation effective du self-care par les futurs professionnels de santé, qui auront pour rôle de diffuser ces approches innovantes dans leurs lieux d'affectation, notamment en milieu rural ou périphérique.

Engageons-nous pour une santé plus accessible, inclusive et équitable pour tous, grâce à la promotion de l'auto-prise en charge !

OMS et gynécologues unis pour réduire mortalité maternelle et néonatale



Présidium de la cérémonie d'ouverture. De droite à gauche, Mme Zougrana Blanche, présidente de l'Association des sages femmes ; Dr Sawadogo Ramatou de l'OMS, Pr Charlemagne Ouedraogo, président de la SOGOB et Dr Robert Kargougou, Ministre de la santé

L'OMS apporte son soutien à la Société des gynécologues et obstétriciens du Burkina Faso (SOGOB) dans la lutte contre la mortalité maternelle et périnatale. Dans cette optique, elle a accompagné le 11ème congrès de la SOGOB, une tribune essentielle pour repenser les innovations et stratégies en faveur de la santé des mères et des nouveau-nés. Ce 11ème congrès réunit les experts autour du thème « Mortalité maternelle et périnatale au Burkina Faso : Progrès vers les ODD dans un contexte de défis sécuritaires ». Lors de la cérémonie d'ouverture, le président de la SOGOB, Pr Charlemagne Ouedraogo, a souligné l'importance des actions concertées visant à améliorer la santé maternelle et néonatale.

Il a rappelé que, malgré les défis et l'adversité, la communauté scientifique demeure mobilisée, engagée à défendre les droits, la vie et la santé des femmes, des nouveau-nés et des familles. Le congrès représente un carrefour de savoir, d'expérience et d'innovations, permettant aux experts d'échanger sur les meilleures pratiques et les avancées en matière de santé maternelle et néonatale, selon les recommandations de l'OMS.

Le thème du congrès est un appel pressant à la responsabilité, à la solidarité et à l'action collective. Il encourage à évaluer le chemin parcouru et à renforcer les efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030, en particulier ceux liés à la santé des mères et des enfants. Ce congrès est une opportunité unique pour analyser les stratégies en place, interroger les pratiques médicales et scientifiques, et mettre en lumière des solutions innovantes et éprouvées pour sauver des vies.



Pr Charlemagne Ouedraogo, président de la SOGOB en train de livrer son mot



Pr Lankoandé Jean, président de la SOGOB en train de livrer son mot

Dr Lucien Robert Kargougou, Ministre de la Santé et parrain du congrès, a rappelé avec force que « la mortalité maternelle et périnatale demeure l'un des drames les plus inacceptables de notre époque ».

L'OMS réaffirme son soutien indéfectible aux gynécologues et obstétriciens du Burkina Faso pour une santé maternelle et néonatale renforcée, garantissant un avenir plus sûr pour toutes les familles.

Surveillance environnementale du poliovirus au Burkina Faso : l'OMS aux côtés du ministère de la Santé

Dans le cadre de la lutte contre la poliomyélite, le Burkina Faso renforce son système de détection précoce grâce à la surveillance environnementale du poliovirus, une approche innovante mise en œuvre depuis mars 2016 par la Direction de la Prévention par les Vaccinations (DPV) du ministère de la Santé.

Ce dispositif repose sur l'analyse régulière des eaux usées afin de détecter la présence éventuelle du virus de la poliomyélite, même en l'absence de cas humains. Il vient ainsi compléter la surveillance des paralysies flasques aiguës (PFA), qui demeure un indicateur clé de la circulation du poliovirus chez l'humain.

Cet appui vise à renforcer les capacités nationales de surveillance, à garantir la qualité des prélèvements et des analyses en laboratoire, et à soutenir les mesures de riposte rapide en cas de détection du virus.

La surveillance environnementale est une stratégie essentielle dans le processus mondial d'éradication de la poliomyélite, en particulier dans les pays à risque de résurgence. Elle permet de repérer de manière précoce une circulation silencieuse du virus et d'agir rapidement, même en l'absence de symptômes visibles dans la population.

Grâce à ce système, les autorités sanitaires peuvent mieux anticiper les risques, cibler les interventions vaccinales et protéger durablement les communautés contre cette maladie invalidante.

Actuellement, dix sites sont couverts par ce système de surveillance :

- 6 sites dans la région du Centre, dans la capitale Ouagadougou,
- 4 sites dans les Hauts-Bassins, dans la ville de Bobo-Dioulasso.

Ces deux zones ont été choisies en raison de leur densité de population et de leurs dynamiques de mobilité, qui constituent des facteurs de risque pour la transmission du poliovirus.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) accompagne activement cette initiative, en apportant un appui technique et financier au ministère de la Santé.



Equipe OMS, DPV et mairie sur le terrain pour la collecte active

L'OMS renforce son aide au Burkina Faso avec kits médicaux vitaux.

Alors que le Burkina Faso continue de faire face à une crise sécuritaire et humanitaire, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) intensifie son appui aux populations les plus vulnérables. Dans les zones à défis sécuritaires, où l'accès aux soins est difficile, l'OMS vient de remettre un lot de kits d'urgence aux structures de santé en première ligne.

Ce geste s'inscrit dans une stratégie d'intervention humanitaire renforcée. Selon le plan de réponse Humanitaire (HRP) plus de 2 millions de personnes auront besoin de soins médicaux urgents en 2025, en particulier dans les domaines de la santé primaire, des urgences obstétricales et de la santé mentale. Les besoins sont immenses, tandis que de nombreuses formations sanitaires fonctionnent à flux tendu, voire dans des conditions extrêmes.

Les régions du Sahel, du Centre-Nord, de la boucle du Mouhoun et de l'Est, durement touchées par l'insécurité et les déplacements massifs de populations, ont été ciblées en priorité. Chaque kit remis contient des médicaments essentiels, du matériel de premiers secours, des fournitures de base et des équipements de protection pour les agents de santé. Ils permettront de garantir une prise en charge rapide et efficace des urgences médicales de 102 000 personnes, tout en contribuant à la continuité des services de santé essentiels.



Des kits d'urgence expédiés par le cargo UNHAS à Dédougou

Au-delà d'un simple appui logistique, ce don incarne une volonté claire de renforcer la résilience du système de santé burkinabè, tout en apportant une réponse concrète à l'urgence humanitaire. En soutenant les acteurs de terrain, l'OMS œuvre à préserver la dignité et la vie des personnes déplacées, isolées ou privées d'accès aux soins.

Dans un contexte où les défis sont immenses, ces kits représentent bien plus que du matériel : ils sont un acte de solidarité, un outil de survie et un levier de confiance pour les agents de santé qui se battent chaque jour au service des plus démunis.



Les deux images montrent le transport des kits vers les sites de prise en charge



Agir tôt, sauver des vies : renforcer la surveillance basée sur les événements



Présidium d'ouverture des travaux avec les autorités régionales de la région des cascades

Dans un contexte mondial marqué par la recrudescence des maladies infectieuses émergentes et réémergentes — dont plus de 75 % sont d'origine animale (zoonoses) — le Burkina Faso renforce son dispositif national de détection précoce et de réponse rapide face aux menaces sanitaires.

Grâce au financement du Pandemic Fund, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) accompagne activement le gouvernement burkinabè dans la mise en œuvre d'une série de formations régionales de formateurs, ciblant les Directeurs régionaux de la Santé, de l'Environnement, des Eaux et Forêts, et de l'Élevage.

Ces formations se sont tenues dans les villes de Bobo-Dioulasso, Koudougou, Manga et Tenkodogo, dans le cadre de l'application du Règlement Sanitaire International (RSI) et de l'approche "Une seule santé" (One Health), qui reconnaît l'interdépendance entre la santé humaine, animale et environnementale.

les sessions sont centrées sur la surveillance basée sur les événements (SBE), un système clé pour détecter rapidement les signaux inhabituels ou les événements de santé publique avant qu'ils ne se transforment en épidémie.

Elles avaient pour objectifs de renforcer les capacités des acteurs multisectoriels impliqués dans la surveillance et la gestion des risques sanitaires ; d'améliorer la détection, le signalement et la réponse aux événements sanitaires inhabituels et d'opérationnaliser le guide national de SBE, récemment validé par les autorités sanitaires.

141 formateurs issus des ministères de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage ont été outillés pour renforcer le dispositif national de détection précoce et de réponse rapide aux menaces sanitaires.

Riposte à l'épidémie de poliovirus variant de type 2 (cPVPDV2) dans le district sanitaire de Diapaga

Face à la détection d'une épidémie de poliovirus de variant type 2 (cPVPDV2) dans le district sanitaire de Diapaga, le Bureau de l'OMS au Burkina Faso a apporté un appui technique et logistique au ministère de la Santé pour organiser une vaccination de riposte.

Cette vaccination, déployée rapidement dans les zones ciblées, a permis de vacciner plus de 7 800 enfants âgés de 0 à 10 ans, contribuant ainsi à limiter la propagation du virus dans la communauté

Parmi les enfants vaccinés, 18 n'avaient jamais reçu de vaccin contre la poliomyélite auparavant (appelés enfants "zéro dose"), ce qui souligne l'importance de telles campagnes pour atteindre les populations les plus vulnérables et éloignées des services de santé.

L'intervention s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Burkina Faso, avec le soutien de ses partenaires, pour éradiquer la poliomyélite et renforcer la surveillance épidémiologique à travers une réponse rapide et coordonnée



Equipe de coordination de la vaccination du Round 0 contre la polio au niveau du CM de Kantchari

Echo de nos projets

Avec l'appui financier de donateurs, la représentation de l'OMS au Burkina Faso met en œuvre actuellement trois projets, qui à terme contribueront au renforcement du système de santé du Burkina Faso et au bien-être des populations. Ce sont :

1. Renforcement de la résilience de l'offre de soins de santé d'urgence dans les régions confrontées à des défis sécuritaires.

Depuis 2015, le Burkina Faso est affecté par une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 31 mars 2023 le pays comptait 2,062,534 personnes déplacées internes (PDI). Ces statistiques montrent une augmentation d'environ 3,17% par rapport à la publication actualisée du 28 février 2023 (1,999,127 PDI) et démontre que la situation sécuritaire au Burkina Faso reste très volatile avec de déplacements continus dans certaines régions du pays. Conjugués aux multiples crises socioéconomiques, alimentaires et nutritionnelles récurrentes, ces déplacements massifs et forcés de populations contribuent à aggraver les vulnérabilités des communautés. Dans ce contexte, la demande en services sociaux de base y compris les soins et services de santé est sans cesse croissante compte tenu de l'afflux inhabituel de blessés, de l'augmentation des maladies et autres risques sanitaires inhérents aux situations de crises. Le projet « Renforcement de la résilience de l'offre de soins de santé d'urgence dans les régions confrontées à des défis sécuritaires » vise à Renforcer et maintenir les services de santé essentiels pour les populations affectées par la crise humanitaire prolongée, tout en assurant une réponse rapide aux urgences sanitaires aiguës, afin de développer un système de santé local résilient.

	Titre du projet	Renforcement de la résilience de l'offre de soins de santé d'urgence dans les régions confrontées à des défis sécuritaires.
	Donateur	Fonds mondial
	Zone(s) géographique(s) de mise en œuvre	Boucle du Mouhoun (Districts sanitaires de Nouna et Tougan), Cascades (District sanitaire de Mangodara), Centre-Est (Districts sanitaires de Ouargaye), Centre-Nord (Districts sanitaires de Barsalogho et de Tougouri), Est (Districts sanitaires de Bogandé, Diapaga, Gayeri et Pama), Nord (Districts sanitaires de Thiou et de Titao), Sahel (Districts sanitaires de Djibo, de Gorom – Gorom et de Sebba)
	Durée du projet	24 mois (janvier 2025 au 31 décembre 2026)
	Cout total du projet	6,393,723 EURO
	Nombre de bénéficiaires	Population (PDI et hôte) des 07 régions et 15 districts sanitaires ciblés

Echo de nos projets(suite)

2. Achat des intrants dans le cadre de la surveillance génomique dans les laboratoires nationaux de référence (LNR)

Dans le cadre de la surveillance génomique 2018 le pays dispose d'un laboratoire central de référence (LCR) dont l'une des missions est de coordonner les activités des laboratoires de référence de niveau nationale et régionale (LNR). Le LCR participe ainsi, au maintien des capacités de diagnostic et des performances des LNR dont leur rôle est crucial dans le dispositif de surveillance épidémiologique.

Les fonds reçus du Fonds mondial pour la période 2024-2025 servent à renforcer les systèmes de laboratoires et des diagnostics en visant l'achat d'instruments et à la formation du personnel de laboratoire, afin que les établissements puissent tirer profit des nouvelles technologies et transformer le système de santé du pays.

	Titre du projet	Achat des intrants dans le cadre de la surveillance génomique dans les laboratoires nationaux de référence (LNR)
	Donateur	Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS)
	Zone(s) géographique(s) de mise en œuvre	Centre (LNR Grippe, Laboratoire national d'élevage (LNE), LNR Rougeole, LNR Méningite, LNR HPV, LNR Rotavirus, Laboratoire maladie tropicale négligée (MTN)) Haut Bassin (LNR FHV, LNR RAM)
	Durée du projet	(1er avril au 31 décembre 2025)
	Cout total du projet	2 082 134 EUROS

3. Le projet « Transport aérien des médicaments dans les zones à défis sécuritaire du Burkina Faso

Dans le cadre de la mise en œuvre des subventions du fonds mondial de lutte contre le Sida, le VIH et la Tuberculose, la CAMEG avait été désignée pour assurer la distribution des produits de santé du secteur public y compris les produits du monde communautaire sur toute la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique nationale jusqu'au dernier kilomètre. La situation actuelle n'ayant pas permis à la CAMEG d'assurer les services comme prévu, l'OMS à travers ce le « projet « Transport aérien des médicaments dans les zones à défis sécuritaire du Burkina Faso » assure l'acheminement des médicaments dans dix districts sanitaires des zones à défi sécuritaire par voie aérienne via UNHAS ;

	Donateur	Les régions sanitaires à défis sécuritaires ; Boucle du Mouhoun, centre Est, Centre Nord, Est, Nord et Sahel
	Zone(s) géographique(s) de mise en œuvre	Les régions sanitaires à défis sécuritaires ; Boucle du Mouhoun, centre Est, Centre Nord, Est, Nord et Sahel
	Durée du projet	(27 mois (01 octobre 2024 au 31 décembre 2026
	Cout total du projet	6 453 988 <u>EUROS</u>



Directeur de publication

Dr Seydou COULIBALY Seydou
Représentant Résident par Intérim de l'OMS au
Burkina Faso

Comité de rédaction :

Dr Ramatou SAWADOGO
Dr Clotaire Hien
Mme SANON Edith
M. TARPAGA Oumarou
Dr Serge Marcial BATALIACK
Dr Mwinmalo Ines Evelyne DA
Dr Laurent MOYENGA
Dr Minzah PEKELE
Dr Seydou KABORE
M. Inouffou ZONGO
Dr Alain NGOYE
Mme Sabine TINDANO
M. Benjamin SANOU

Coordination et conception:

M. TARPAGA Oumarou
Mme SANON Edith